



Les prestataires de services financiers suisses et britanniques réclament un nouveau modèle commercial

La pandémie de coronavirus pose des défis majeurs à l'économie. Le secteur des services financiers n'y échappe pas. Pour surmonter la crise, un signal fort est maintenant nécessaire pour l'ouverture des marchés des services financiers et l'intensification de la coopération transfrontalière. Dans une prise de position commune, economiesuisse et TheCityUK appellent donc leur gouvernement à approfondir le plus rapidement possible les relations commerciales bilatérales en se fondant sur la reconnaissance mutuelle des réglementations.

La Suisse et le Royaume-Uni comptent parmi les principales places financières et les plus grands exportateurs de services financiers au monde. En même temps, ils entretiennent des relations économiques étroites depuis longtemps. Dans le contexte du Brexit, ces relations ont pu être largement garanties par une série d'accords bilatéraux signés entre décembre 2018 et février 2019. Aussi précieuse que soit cette solution, un nouvel approfondissement de l'accès mutuel au marché pour les prestataires de services financiers des deux pays nécessite un nouvel accord commercial.

Nouvelle prise de position pour un renforcement des relations commerciales dans le domaine des

services financiers

Ces derniers mois, economiesuisse et TheCityUK ont élaboré une prise de position commune sur cette question, avec le soutien considérable des associations sectorielles concernées du secteur financier et des assurances des deux pays. Celle-ci présente les points clés et les priorités de la prochaine génération de relations commerciales bilatérales dans le secteur des services financiers du point de vue de l'industrie et contient des propositions importantes à l'attention des deux gouvernements. «Le défi posé par le coronavirus signifie que nous devons travailler plus dur que jamais pour maintenir les marchés internationaux ouverts et préserver les flux commerciaux», déclare Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse, ajoutant: «C'est pourquoi nous devrions maintenant faire un pas de plus dans nos relations bilatérales avec le Royaume-Uni.»

Objectif principal: améliorer les conditions-cadre pour les services financiers transfrontaliers

Quand bien même les approches en matière de réglementation des marchés financiers sont comparables et les réglementations générales en matière de surveillance similaires, le principe d'équivalence des services financiers, tel qu'appliqué par l'UE, n'est pas suffisant pour un futur accord bilatéral entre la Suisse et le Royaume-Uni. Au lieu de cela, les deux organisations préconisent d'élargir l'accès au marché des services financiers transfrontaliers dans différents domaines. Il s'agit notamment de la banque et des investissements, de la gestion des actifs, des assurances et des infrastructures des marchés financiers. L'essentiel à cet égard devrait être la reconnaissance mutuelle des exigences réglementaires nationales pertinentes sur la base de résultats comparables, plutôt que des réglementations harmonisées. En outre, un futur accord devrait également couvrir des questions telles que la sécurité des données et la cybersécurité. Miles Celic, CEO de TheCityUK: «Nous avons ici l'occasion d'établir un nouvel étalon-or pour le commerce mondial des services entre deux nations souveraines.»

Signer le protocole d'accord dès que possible

La Suisse et le Royaume-Uni devraient signer un protocole d'accord dès que possible. Ce dernier devrait réaffirmer la volonté d'intensifier la coopération institutionnelle, réglementaire et en matière de surveillance, de renforcer les normes réglementaires globales dans le secteur financier et de s'engager conjointement en faveur de la future libéralisation du commerce des services financiers au niveau mondial. En outre, l'accord devrait contenir un calendrier pour un accord bilatéral sur mesure, incluant la participation des autorités de contrôle et de l'industrie. Compte tenu des intérêts communs de la Suisse et du Royaume-Uni et du vaste potentiel inhérent au commerce bilatéral des services financiers, un tel accord peut être conclu rapidement et apporter des avantages aux deux pays.

Pour lire la prise de position, cliquer [ici](#)